

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Mazout marine OP NANOOK 2015		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8484-168400/A		Date 2015-05-07
Client Reference No. - N° de référence du client W8484-168400		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HL-601-67268		
File No. - N° de dossier hl601.W8484-168400	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-06-17		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lemieux, Johanna		Buyer Id - Id de l'acheteur hl601
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0177 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Tuktoyaktuk, NT		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Fuel & Construction Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	Vicinity of Tuktoyaktuk/Inuvik NT CANADA	W8484	DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 101 COLONEL BY DR. Naomie LeBlanc, D Maj Proc 7-5-2 OTTAWA Ontario K1A0K2 Canada

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Destination	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	Mazout léger marine (F76) à être livré à 2 navires de classe KINGSTON à l'ancre, par l'intermédiaire de navire à navire dans les environs de Tuyktoyaktuk, Territoires du Nord-Ouest. • Les navires de classe KINGSTON utilisent des connexions Camlock de 4 pouces pour le ravitaillement et ils ne portent pas de tuyaux de ravitaillement. Les tuyaux avec des raccords camlock appropriés doivent être fournis par l'entrepreneur lors de chaque livraison de carburant.	D - 1	W8484	60000	litres	\$	XXXXXXXXXXXX		See Herein	

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Destination	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
2	Mazout léger marine (F76) à être livré à 2 navires de classe KINGSTON à l'ancre, par l'intermédiaire de navire à navire dans les environs de Tuyktoyaktuk, Territoires du Nord-Ouest. • Les navires de classe KINGSTON utilisent des connexions Camlock de 4 pouces pour le ravitaillement et ils ne portent pas de tuyaux de ravitaillement. Les tuyaux avec des raccords camlock appropriés doivent être fournis par l'entrepreneur lors de chaque livraison de carburant.	D - 1	W8484	60000	litres	\$	XXXXXXXXXXXX		See Herein	

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8484-168400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W8484-168400

hl601W8484-168400

“Cette page a été intentionnellement laissée en blanc”

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168400

File No. - N° du dossier
hl601 W8484-168400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Mazout léger marine, OP Nanook 2015

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Office des normes générales du Canada - normes
3. Présentation des soumissions
4. Demandes de renseignements en période de soumission
5. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Certificat de conformité

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Livraison, inspection et acceptation
6. Responsables
7. Prévention de la pollution
8. Paiement
9. Instructions relative à la facturation
10. Assurances
11. Attestations
12. Lois applicables
13. Ordre de priorité des documents
14. Instructions d'expédition - livraison à destination

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Les Forces armées canadiennes (FAC) ont besoin de soutien pour la fourniture de Mazout léger marine (F76) aux navires de classe KINGSTON lorsqu'ils sont déployés dans les environs de Tuktoyaktuk, T.N.-O. durant Opération NANOOK 2015. L'opération NANOOK est une opération annuelle de souveraineté et réponse aux catastrophes menée par la Force opérationnelle interarmées (Nord) (FOI Nord) et le Commandement des opérations interarmées du Canada dans des endroits tout au long de l'Arctique.

Cette exigence du Ministère de la défense nationale est pour la fourniture d'une quantité potentielle totale de 220,000 litres de Mazout léger marine comme suit: une quantité ferme totale de 120,000 litres et une quantité totale optionnelle de 100,000 litres.

Le produit est requis du 16 août au 1 septembre 2015 selon les Détails de l'article, pages 3 et 4.

2.1 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALECP), de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALECC), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

2.2 Ententes sur les revendications territoriales globales

L'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivante s'applique:

Convention définitive des Inuvialuit (CDI) pour livraisons* à Tuktoyaktuk (Territoires du Nord Ouest).

*où « Livraisons à » s'entend des « biens livrés à, et des services rendus dans ».

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Office des normes générales du Canada - normes

Un exemplaire de la norme CGSB 3.11-2010 (dernière édition), dont il est question dans la demande de soumissions, est disponible et peut être acheté auprès du:

Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada
Place du Portage III, 6B1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
Téléphone: (819) 956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)
Télécopieur: (819) 956-5740
Courriel: ncr.cgsb-ongc@tpsgc.gc.ca

Site Web de l'ONGC: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ongc-cgsb/index-fra.html>

3. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **ontario**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168400

File No. - N° du dossier
hl601 W8484-168400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

Section I: Soumission technique (1 copie papier)
Section II: Soumission financière (1 copie papier)
Section III: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30% de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Le soumissionnaire est responsable de remplir les tirets des articles ci-dessous, si applicable.

a. Délai de livraison

Un délai de _____ jours ouvrable sera requis.

b. Produit alternatif

i) Concernant le «**Mazout léger marine (Type 11, conforme à la norme CGSB-3.11-2010 (dernière édition))**», le Canada, à sa seule discrétion, pourrait accepter des soumissions faisant état du produit alternatif suivant:

Produit alternatif 1

Diesel marin
ISO.8217:2012, DMA

Le produit alternatif ne sera acheté que si aucune soumission n'est reçue pour le produit demandé.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168400

File No. - N° du dossier
hl601 W8484-168400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Le soumissionnaire inclura le produit alternatif à fournir ainsi que le prix unitaire à Détails de l'article, s'il y a lieu.

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Base de paiement. Le montant total de taxes applicables doit être indiqué séparément.

a. Prix unitaires

Les prix unitaires fermes doivent être indiqués en dollars canadiens par litre pour le carburant et doivent comporter au plus quatre décimales.

Tous les frais de livraison applicables doivent être inclus dans les prix unitaires fermes par litres.

b. Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

c. Rajustements de prix unitaires

Les prix unitaires fermes figurant aux détails de l'article seront rajustés à la hausse ou à la baisse, tel que détaillé à la Base de paiement.

d. Prix de référence

Dans leur soumission, le soumissionnaire doit proposer leur prix unitaire par litre en utilisant le Prix de référence suivant pour le **1 mai 2015**, exprimé en dollars canadiens par litre:

Les valeurs à la date "A", "Oil Buyer's Guide (OBG)":

Articles 1 et 2	CENTRE DÉSIGNÉ: Edmonton, Alberta
PRODUIT	VALEUR
ULS Diesel	\$0.6050

e. Paiement des factures par carte de crédit

Le Canada demande que les soumissionnaires complètent l'une des suivantes:

() les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des factures.

Les cartes suivantes sont acceptées:

- () VISA
() MasterCard

OU

() les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168400

File No. - N° du dossier
hl601 W8484-168400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

L'acceptation du paiement par carte de crédit ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

f. Capacité financière

LA MODALITÉ SUIVANTE EST INCORPORÉE AUX PRÉSENTES

Référence des CCUA	Titre	Date
A9033T	Capacité financière	2012-07-16

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers mentionnés ci-bas.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Le soumissionnaire doit fournir toutes informations techniques requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

1.1.1 Exigences techniques obligatoires

Les biens offerts doivent être conformes à tous les aspects des caractéristiques et normes exposées dans le présent document.

L'exigence technique **obligatoire** pour l'évaluation de chaque soumission est:

- (a) Signature du Certificat de conformité à la Partie 5

Les soumissions qui ne satisfont pas à ce critère technique obligatoire seront déclarées non-recevables.

1.1.2 Produit alternatif

i) Tel qu'indiqué à la Partie 3, concernant le «**Mazout léger marine (Type 11, conforme à la norme CGSB-3.11-2010 (dernière édition))**», le Canada, à sa seule discrétion, pourrait accepter des soumissions faisant état du produit alternatif suivant:

Produit alternatif 1

Diesel marin
ISO.8217:2012, DMA

Le produit alternatif ne sera acheté que si aucune soumission recevable n'est reçue pour le produit demandé.

1.2 Évaluation financière

- 1.2.1 Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, les droits de douane Canadien inclus, selon les Incoterms 2000 rendu droits acquittés (DDP) à la destination spécifiée aux détails de l'article. Taxes applicables exclues.

1.2.2 L'exigence financière **obligatoire** pour l'évaluation de chaque soumission est:

- (a) Conformité à la Base de paiement.

Les soumissions qui ne satisfont pas à ce critère financière obligatoire seront déclarées non-recevables.

1.2.3 Prix évalué

Le prix évalué sera déterminé par le prix unitaire pour chaque article. Les frais de livraison doivent être inclus.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168400

File No. - N° du dossier
hl601 W8484-168400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

2. Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable globale la plus basse.

Le délai de livraison ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

1.3 Certificat de conformité

Le soumissionnaire certifie ci-après que le produit livré sera conforme et continuera de se conformer aux spécifications de Mazout léger marine pendant la durée du contrat.

Signature

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits sous « Détails de l'article ».

2.1 Quantité minimum/maximum

Une livraison minimum de 98 p. 100 ou maximum de 102 p. 100 de la quantité totale pour chaque article identifié aux détails de l'article est acceptable pour répondre à ce besoin.

2.2 Quantité optionnelle

L'entrepreneur accorde au Canada les options irrévocables d'acquérir les quantités optionnelles qui sont décrits ci-dessous selon les mêmes conditions et aux prix et (ou) aux taux établis dans le contrat. Ces options ne peuvent être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer les quantités optionnelles en totalité ou en partie lorsque la quantité ferme est commandée ou à temps pour être livrée avec les quantités fermes correspondantes en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

i) Quantité de jusqu'à 50,000 litres pour chaque la première livraison (Article 1)

ii) Quantité de jusqu'à 50,000 litres pour la deuxième livraison (Article 2)

Canada n'est pas obligé de commander les quantités optionnelles.

2.3 Norme du Produit

2.3.1 Le Mazout léger marine livré par l'entrepreneur doit être conforme à la norme de l'Office des normes générales du Canada (ONGC) CGSB-3.11-2010 (dernière édition), Type 11.

2.3.2 Règlement sur le soufre dans le carburant diesel

Selon la modification au Règlement sur le soufre dans le carburant diesel (SOR/2012-135) publié par Environnement Canada le 20 juin 2012, à partir du 1^{er} juin 2014, la limite maximale de soufre pour l'importation, la production et les ventes du carburant diesel marin (pour les navires de la catégorie 3 seulement) est 1000ppm.

2.3.3 Exigence d'ontuosité

Le mazout léger marine doit avoir une marque d'usure ayant un diamètre égal ou inférieur à 460µm à 60°C (Articles 1 et 2).

Si des additifs sont inclus dans le carburant fournis, l'Autorité contractante doit être avisée.

L'entrepreneur doit fournir une documentation complète de tous les paramètres spécifiés de l'Office des normes générales du Canada bien à l'avance de la livraison de carburant.

2.4 Volume corrigé à 15°C

Lorsque les combustibles marins sont livrés en vrac, la quantité utilisée pour la facturation doit être

réajustée à 15°C conformément à la norme ASTM D1250 "Petroleum Measurement Tables: Table 54B" (dernière édition).

3. **Clauses et conditions uniformisées**

3.1 **Conditions générales**

2010A (2014-11-27), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance de 2010A (2014-11-27) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit (*Si aucune carte n'est acceptée, cette paragraphe sera supprimée*).

3.2 **Clauses du guide des CCUA**

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CCUA	Titre	Date
D3015C	Marchandises dangereuses/produits dangereux	2014-09-25
B1505C	Transport des matières dangereuses	2006-06-16

4. **Durée du contrat**

4.1 **Période du contrat**

Les travaux doivent être réalisés durant la période du 16 août 2015 au 1 septembre 2015.

4.2 **Date de livraison**

Tous les biens livrables doivent être reçus comme suit:

Article 1- La date de livraison prévue est le 16 août 2015. La Défense nationale confirmera le délai de livraison au moins 72 heures à l'avance. Les navires pourraient arriver aussi tard que le 20 août.

Article 2- La date de livraison prévue est le 30 août 2015.

Les points de livraison spécifiques seront confirmés avec le responsable technique des Forces armées canadiennes, avant chaque livraison. L'entrepreneur doit être en mesure d'être contacté par téléphone par l'autorité technique pendant les heures de 0800-1600 pendant la durée de l'opération NANOOK 2015.

Les dates de livraison pour tous les articles sont à être confirmés par la Défense nationale.

Des modifications mineures à l'emplacement de livraison(s) et ou le calendrier(s) peuvent être exigées par les navires et peuvent être communiquées à l'entrepreneur jusqu'à huit heures avant une livraison de carburant prévue.

5. **Livraison, inspection et acceptation**

5.1 **Vérification à la livraison**

L'entrepreneur présentera soit des tickets de compteur volumétrique, soit des bons de livraison ordinaire, selon le cas.

5.2 Inspection

Le destinataire doit inspecter les produits pétroliers fournis au Ministère de la Défense nationale au point de destination.

5.3 Acceptation

Les biens fournis doivent être soumis à l'acceptation par le destinataire du Ministère de la Défense nationale au point de destination.

6. Responsables

6.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Johanna Lemieux

Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division des produits de construction et pétroliers - Division HL
Place du Portage III, 7A2
11 rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-0177

Télécopieur: (819) 956-5227

Courriel: johanna.lemieux@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.2 Chargé de projet

Le chargé de projet sera identifié à l'attribution du contrat.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom: _____

No de téléphone: _____

No de télécopieur: _____

Courriel: _____

7. Prévention de la pollution

Le fournisseur doit utiliser correctement des barrages pétroliers de confinement /anti-pollution dans chaque situation lorsque requis par la loi ou la réglementation. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes les lois ou les règlements fédéraux et territoriaux relatifs à la fourniture de carburant sont respectées.

8. Paiement

8.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, tel que précisé aux détails de l'article et assujéti à un rajustement tel que mentionné ci-dessous. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

FONDEMENT DES RAJUSTEMENTS DE PRIX UNITAIRES POUR TOUS LES BESOINS

Les prix unitaires précisés aux détails de l'article seront rajustés à la hausse ou à la baisse, conformément au Prix de référence dans le supplément hebdomadaire tel que publié dans le "Oil Buyer's Guide (OBG)", moyenne à la rampe de chargement du pétrole canadien sans marque, pour ULS Diesel.

Centre désigné - C'est la ville à partir de laquelle le prix de référence sera sélectionné.

a) Mazout marine (Articles 1 et 2), le centre désigné est: **Edmonton**

8.1.1 Prix unitaires /Taxes

Les prix unitaires figurant aux Détails de l'article *excluent* toutes les taxes et tous les prélèvements qui s'appliquent ou pourraient s'appliquer à la vente du produit en vertu de toute loi ou de tout règlement fédéral ou provincial ou ordonnance territoriale. Toutefois, lorsque l'offrant doit, en vertu d'une loi ou d'un règlement fédéral ou provincial ou d'une ordonnance territoriale, percevoir auprès du Canada, des taxes et prélèvements, au moment de la vente de ces produits à cette dernière, à moins de dispositions contraires dans l'offre à commandes, le Canada remboursera à l'offrant un montant équivalent à toute taxe ou prélèvement, si applicable et justifié par une facture.

8.1.2 RAJUSTEMENTS DES PRIX UNITAIRES PAR LITRE POUR TOUS LES BESOINS

CALCULATION

Tout rajustement apporté aux prix unitaires par litre aux Détails de l'article doit être calculé de la façon suivante:

Le rajustement des prix unitaires doit correspondre au prix de référence OBG applicable pour la semaine se terminant le **vendredi précédent le chargement du navire à l'origine** (la valeur de semaine «B») moins le prix de référence s'appliquant à la semaine se terminant le **1 mai 2015** (la valeur de semaine "A"), plus de prix du soumission;

Si aucun supplément hebdomadaire de Prix de référence "Oil Buyer's Guide (OBG)" n'est publié sur un vendredi donné, il faut alors se reporter au supplément hebdomadaire publié immédiatement avant.

L'entrepreneur doit fournir une copie du manifeste du navire, ou tout autre document acceptable à TPSGC, comme preuve de la date du chargement de navire.

Révision du prix de référence

Dans l'éventualité où:

- A) le prix de référence applicable est abandonné, ou
B) que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada constate que le prix de référence accuse un écart par rapport à la conjoncture du marché,
les parties s'entendront sur un nouveau prix de référence pertinent et comparable; on modifiera alors l'offre à commandes de façon à correspondre au nouveau prix de référence à une date convenue par les deux parties

8.2 Clauses du guide des CCUA

LES MODALITÉS SUIVANTES SONT INCORPORÉES AUX PRÉSENTES

Référence de CCUA	Titre	Date
H1001C	Paielements multiples	2008-05-12

8.3 Paiement des factures par carte de crédit

La carte de crédit _____ est acceptée.

OU

Les cartes de crédit _____ et _____ sont acceptées.

8.4 Paiement à l'avance de la date d'échéance

Le paiement peut être versé avant la date d'échéance lorsque l'entrepreneur offre un escompte pour paiement anticipé et que l'escompte compense au moins le coût que représente pour le Canada le versement de ce paiement anticipé.

9. Instructions relatives à la facturation

Factures et renseignements connexes

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

De plus, toutes les factures doivent comprendre les renseignements suivants:

- numéro de série du contrat;
- nom du chargé de projet;
- point de livraison (incluant les numéros d'édifices selon le cas);
- identification du produit, quantité et le prix par litre;
- taxes et/ou prélèvements, selon le cas, et inscrits séparément. Si le fournisseur inclut une taxe et/ou un prélèvement dans le prix unitaire, le montant par litre de chaque taxe ou prélèvement doit être indiqué séparément sur la facture;
- l'adresse où le paiement doit être remis;
- Nom du navire et numéro de commande d'achat/numéro de la demande, s'il y a lieu.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

- L'original et un (1) exemplaire de chaque facture doivent être fournis au responsable des commandes et envoyés à l'adresse de facturation.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168400/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168400

File No. - N° du dossier
hl601 W8484-168400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat.

Les factures seront accompagnées de l'original et d'une (1) copie du bordereau de livraison signé par le destinataire. C'est la responsabilité de l'entrepreneur d'assurer que les renseignements sur les bons de livraison sont lisibles.

Si l'information mentionnée au-dessus est incomplète, la facture ne sera pas payée jusqu'à ce que l'entrepreneur fournisse tous les détails requis.

10. Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

12. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

13. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2014-11-27), biens (complexité moyenne);
- c) la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

14. Instructions d'expédition - livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés: rendu droits acquittés (DDP) selon les Incoterms 2000.

Le point de transfert doit être la rampe du navire du MDN, où des échantillons peuvent être prélevés.